

**Point de presse de la porte-parole -  
160e anniversaire des relations  
diplomatiques entre la France et le  
Japon - Conseil de l'Europe/Droits  
de l'Homme/Prix Vaclav Havel de  
l'Assemblée parlementaire du  
Conseil de l'Europe  
(Paris, 09 octobre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

**1 - 160e anniversaire des relations diplomatiques entre la France et le Japon (9 octobre 2018)**

La France et le Japon célèbrent aujourd'hui le 160e anniversaire de la signature, le 9 octobre 1858, du traité de paix, d'amitié et de commerce, qui a permis l'établissement de leurs relations diplomatiques.

Cet anniversaire a été marqué au cours de l'année par la visite au Japon de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères du 26 au 29 janvier, par celle de son homologue japonais en France du 12 au 14 juillet à l'occasion du lancement de la saison culturelle "Japonismes 2018", ainsi que par la visite en France du Prince héritier du Japon du 7 au 14 septembre 2018.

Nos deux pays sont liés depuis 2013 par un "partenariat d'exception" fondé sur le partage des mêmes valeurs. La France et le Japon, qui auront la responsabilité de présider en 2019 respectivement le G7 et le G20, accordent une priorité commune au renforcement du multilatéralisme, à la lutte contre le changement climatique et à la lutte contre le terrorisme.

Le Japon est le deuxième partenaire commercial de la France en Asie et le premier investisseur asiatique en France. Dans le domaine du tourisme, la France est la première destination européenne des touristes japonais.

**2 - Conseil de l'Europe - Droits de l'Homme - Prix Vaclav Havel de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (8 octobre 2018)**

La France salue l'attribution par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du prix des droits de l'Homme Vaclav Havel à M. Oyub Titiev. Chef du bureau de Grozny de l'association de défense des droits de l'Homme "Memorial", M. Titiev est emprisonné en Tchétchénie depuis janvier 2018. Succédant à Natalia Estemirova, assassinée en 2009, M. Titiev enquêtait notamment sur des affaires d'exécutions extrajudiciaires.

Nous appelons les autorités russes à garantir à M. Titiev un procès équitable et à assurer la sécurité et l'intégrité des défenseurs des droits de l'Homme, conformément à leurs engagements internationaux./.